



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES



# 2<sup>ème</sup> Assemblée plénière de l'OECP : présentation des données 2018 de la commande publique

Direction des affaires juridiques  
Observatoire Economique de la Commande Publique



4 juillet 2019

## Préliminaire : éléments méthodologiques

Le recueil des données de la commande publique (recensement obligatoire des marchés supérieurs à 90 K€ HT) est opéré principalement *via* les outils suivants :

- Données transmises par **CHORUS** pour les marchés de l'Etat >> **quasi exhaustivité** (si les champs sont bien renseignés au moment de la saisie) ;
- Données issues de **REAP** pour les collectivités territoriales, les hôpitaux et les « autres » >> montée en puissance du recensement en 2018 (+ 100 %), mais un **redressement statistique** est toujours nécessaire.

Pour en savoir plus, consulter la page suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/oecp-recensement-economique-commande-publique>

# 1. Approche générale : recensement annuel des marchés publics (1)

Contrats initiaux *	2016		2017		2018	
	Nombre	Montant (M €)	Nombre	Montant (M €)	Nombre	Montant (M €)
Etat et hôpitaux	29 862	36 216	32 204	37 550	25 189	29 232
Collectivités locales	97 484	25 634	114 440	27 770	102 320	31 018
« Autres »	17 450	22 021	16 875	24 017	25 815	40 581
<b>Total</b>	<b>144 796</b>	<b>83 871</b>	<b>163 519</b>	<b>89 337</b>	<b>153 324</b>	<b>100 834</b>

Les données 2018 de la commande publique font apparaître un **volume** de marchés publics à hauteur de **101 Milliards €**, ce qui s'explique notamment par d'importants contrats (ponctuels) dans la catégories « autres entités ».

# 1. Approche générale : recensement annuel des marchés publics – répartition « FTS » (2)

Contrats initiaux <u>En pourcentage (%)</u>	2016		2017		2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Fournitures	24,9	40,5	25,2	27,5	28,1	39,9
Travaux	39,4	25,4	39,6	29,7	35,7	26,1
Services	35,7	34,1	35,2	42,8	36,2	33,9

Une présentation des données par nature de marchés fait apparaître une répartition (en nombre) relativement équilibrée entre fournitures, travaux et services, qui peut malgré tout être influencée par l'inscription de gros contrats (en montant).

# 1. Approche générale : recensement annuel des marchés publics FTS par type d'acheteurs (3)

Contrats initiaux (en %)	2017		2018	
	Nombre en %	Montant en %	Nombre en %	Montant en %
<b>Etat</b>				
Fournitures	37,8 %	39,2 %	40,6%	58,2%
Travaux	21,2 %	16,5 %	22,6%	11,7%
Services	41 %	44,2 %	36,8%	30,1%
<b>Collectivités locales</b>				
Fournitures	18,1 %	12,8 %	23,6%	19,7%
Travaux	53,2 %	52,9 %	45,8%	50,2%
Services	28,7 %	34,4 %	30,6%	30,1%
<b>« Autres »</b>				
Fournitures	19,3 %	18,5 %	23,1%	38,6%
Travaux	42,1 %	36,3 %	31,0%	22,3%
Services	38,6 %	45,2 %	46,0%	39,1%

## 2. Niveau de participation des PME dans les marchés publics (1)

En pourcentage (%)	2016		2017		2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
PME	59,0	28,4	57,5	29,4	61,1	32,0
ETI	20,1	25,8	21,4	27,4	19,3	22,6
GE	20,9	45,8	21,1	43,1	19,6	45,4

Ces données sont obtenues sur la base de la catégorisation de l'entreprise attributaire du marché public (PME, ETI, GE).

Concernant le niveau d'accès des PME à la commande publique, les données font apparaître en 2018 une légère **augmentation** par rapport aux 2 années précédentes, à hauteur de **61 % en nombre de contrats attribués et 32 % en montant.**

## 2. Niveau de participation des PME en montant et par type d'acheteurs (2)

Contrats Initiaux	Montants en %		
	2016	2017	2018
<b>Etat</b>			
PME	21,4	25,8	30,2
ETI	23,8	30,8	35,8
GE	54,8	43,4	34,0
<b>Collectivités</b>			
PME	47,5	48,2	51,2
ETI	22,1	23,6	14,6
GE	30,4	28,2	34,3
<b>« Autres »</b>			
PME	15,4	22,4	15,8
ETI	30,4	26,7	18,8
GE	54,2	50,9	65,4

## 2. Niveau de participation des PME en nombre de marchés et par type d'acheteur (3)

Contrats Initiaux	Nombre en %		
	2016	2017	2018
<b>Etat</b>			
PME	50,5	50,5	52,9
ETI	24,7	29,4	28,6
GE	24,8	20,1	18,5
<b>Collectivités</b>			
PME	64,3	69,1	70,2
ETI	18,4	15,3	13,2
GE	17,3	15,6	16,7
<b>« Autres »</b>			
PME	32,8	42,4	45,4
ETI	27	24,3	24,0
GE	40,2	33,3	30,7



### 3. Clauses sociales

En pourcentage (%)	2015		2016		2017		2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Etat et hôpitaux	4,3 %	5,3 %	5,4 %	9,3 %	4,0%	6,7%	6,8%	10,0%
Collectivités	13,9 %	21,7 %	14 %	22,4 %	15,6%	28,2%	14,3%	25,1%
« Autres »	5,6 %	11,9 %	4,3 %	8,9 %	2,1%	5,2%	7,73%	18,71%
<b>Total</b>	<b>8,8 %</b>	<b>10,5 %</b>	<b>8,6 %</b>	<b>11,5 %</b>	<b>9,4%</b>	<b>11,1%</b>	<b>10,2%</b>	<b>17,4%</b>

Concernant les clauses sociales (déclarées par les acheteurs lors du recensement), on constate au global une progression lente mais constante.

En 2018, **17,4 % des marchés publics** exprimés en montant contiennent une clause sociale.

### 3. Clauses environnementales

En pourcentage (%)	2015		2016		2017		2018	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Etat et hôpitaux	9,4 %	13,7 %	13,1 %	12,4 %	9,3%	9,3%	18,0%	16%
Collectivités	15,3 %	15,8 %	17,6 %	20,8 %	19,6%	24,4%	12,7%	16,6%
« Autres »	6,4 %	12,7 %	4,5 %	8,4 %	2,8%	1,9%	9,5%	22,7%
<b>Total</b>	<b>11,8 %</b>	<b>14 %</b>	<b>13,4 %</b>	<b>13,2 %</b>	<b>13,6%</b>	<b>11,2%</b>	<b>13,6%</b>	<b>18,6%</b>

Concernant les clauses environnementales (déclarées par les acheteurs lors du recensement), on constate également une progression au global.

En 2018, **18,6 % des marchés publics** exprimés en montant contiennent une clause environnementale.

## 4. Groupement momentané d'entreprises (GME) - Cotraitance

	2016	2017	2018
<b>Nombre de GME en (%) des contrats</b>	5,1 %	5,1 %	8,43 %
<b>Nombre moyen d'entreprises par GME</b>	2,84	2,81	2,83

On constate que la proportion de GME dans les marchés publics est faible (- de 10 %), même si l'on note une augmentation en 2018.

Le nombre moyen d'entreprises par groupement est stable ces dernières années autour de 2,8.

## 5. Variation des prix

En pourcentage du nombre (%)	2016	2017	2018
Marchés à prix fermes	48,5 %	36,5 %	27,3 %
Marchés à prix fermes actualisables	12,2 %	16,4 %	16,4 %
Marchés à prix révisables	39,4 %	47,4 %	56,3 %

Concernant les variations de prix, on constate que la majorité des marchés passés en 2018 contient une révision de prix (ce qui confirme la tendance observée depuis 2016).



DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

**Nous vous remercions  
pour votre attention !**

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES



OBSERVATOIRE ECONOMIQUE  
DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Boîte fonctionnelle :  
[oejp.daj@finances.gouv.fr](mailto:oejp.daj@finances.gouv.fr)